

Au sein de l'APEC, nous collaborons étroitement avec le Japon – qui présidera cette année les réunions de l'APEC à Osaka – afin d'établir un programme de travail détaillé qui concrétise l'engagement que nos dirigeants ont pris l'an dernier à Bogor, en Indonésie. Le Canada a pour objectif de rechercher un élargissement et un approfondissement de nos engagements réciproques et d'assurer que notre vision collective est à la fois tournée vers l'extérieur et axée sur l'expansion. Les résultats des réunions d'Osaka seront d'une grande importance pour le Canada, qui se prépare à présider l'APEC en 1997.

Nous partageons aussi l'engagement fondamental du Japon à développer un système multilatéral de réglementation commerciale solide, efficace et ancré sur l'Organisation mondiale du commerce [OMC]. Notre intérêt commun à garantir le bon fonctionnement et le respect de l'OMC n'a jamais été aussi évident que pendant les récentes négociations américano-nippones sur l'automobile. Pendant ces négociations, le Canada a fait savoir clairement que la prise de mesures unilatérales compromettrait la stabilité du système commercial multilatéral. Nous avons par ailleurs souligné – à l'instar des autres grands partenaires commerciaux du Japon – que la solution doit être trouvée dans une véritable ouverture du marché japonais reposant essentiellement sur une déréglementation effective et de vaste portée.

Certains analystes au Japon soutiennent que les pressions en faveur d'une déréglementation devraient s'atténuer dans l'actuel climat de stagnation. Pourtant, nous croyons que c'est exactement le contraire qui est vrai.

Seule une déréglementation effective et de vaste portée permettra au Japon de stimuler suffisamment la demande intérieure – et surtout celle émanant du secteur privé – pour accélérer la reprise économique et soutenir la croissance.

Il faut aussi que la réforme vise à réduire les prix intérieurs par l'intensification de la concurrence, surtout celle exercée par les importations, si l'on veut qu'elle avantage les consommateurs et les gens d'affaires japonais.

Je suis d'avis que le Japon devrait :

- éliminer toutes ses restrictions réglementaires à la pénétration du marché et à la concurrence par les prix qui ne peuvent être justifiées sur la base de l'efficience économique;
- garantir la pleine transparence et l'application non discriminatoire de toutes ses réglementations;
- simplifier ses normes nationales et les aligner sur les normes internationales; et